

*international**54e congrès cgt*

Meeting de l'internationale ouvrière contre l'extrême droite

TEMPS DE LECTURE : 5 MIN. • PUBLIÉ LE 3 JUN. 2026

International / Le congrès accueille 109 syndicalistes invités, venus de 69 pays. Plusieurs d'entre eux ont témoigné de la montée de l'extrême droite chez eux, parfois jusqu'à l'accession au pouvoir. D'autres ont exposé leur stratégie pour obtenir des mesures politiques progressistes.



"Un contre-pouvoir démocratique", en particulier contre la montée de l'extrême droite un peu partout dans le monde.

Voilà comment Luc Triangle, secrétaire général de la Confédération syndicale internationale (CSI), définit le rôle des syndicats. « *L'extrême droite vote contre les droits syndicaux et contre les droits des travailleurs, tout en prétendant parler au nom du peuple* », insiste-t-il, en désignant la voie à suivre : « *Face à la haine, nous choisirons toujours la solidarité internationale.* »

Certes, l'extrême droite peut prendre des visages en apparence différents et mettre en avant des thématiques qui peuvent varier. Le visage, par exemple, du parti Vox en Espagne, « *nostalgique du passé, ces cinquante ans de dictature de Franco, raciste, xénophobe, qui a voulu créer un pseudo-syndicat* » et rencontre le « *succès auprès des héritiers du franquisme, mais aussi dans les classes moyennes* », résume Christina Fabiacen (CCOO).

Le visage d'un « *parti nationaliste hindou qui gouverne depuis douze ans* » en Inde et qui manie l'islamophobie, décrit Gautam Mody (NTUI). Le visage d'une extrême droite politique qui, en Ukraine, ne représente « *que 2 % des voix* », empêchant son entrée au Parlement, ce qui contredit la propagande russe sur le « *prétendu régime ukrainien nazi* », note Yuri Samoïlov (KVPU), mais une extrême droite qui « *a sa propre particularité, la militarisation* », à l'image du régiment Azov.

Le visage d'un mouvement qui, en Pologne, met en avant le modèle de la « *famille traditionnelle* » comme socle politique, qui a réduit à quasiment rien le droit à l'avortement et qui oppose les « *patriotes aux autres* », décrit Magdalena Chojnowska (OPZZ).

Le visage du pouvoir trumpiste aux États-Unis, où « *dix-sept mois de choc quotidien font que les digues sautent tous les jours* » et où « *l'État de droit perdure à peine* », ce qui donne à Nick Allen (SEIU) « *un grand sentiment de responsabilité face à tout le mal que fait mon gouvernement dans le monde* ». Ou encore le visage de Javier Milei en Argentine, qui se trouve « *des ennemis partout : les peuples autochtones, les travailleurs, le féminisme, les universités et écoles publiques...* » liste Roberto Bardel (CTA-A).

« Protéger les puissants »

Mais les ressorts principaux restent les mêmes : « *L'extrême droite a pour stratégie de protéger les puissants* », décrypte Esther Lynch, secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats (CES). Au Parlement européen, elle observe ainsi un bloc qui « *s'oppose à l'égalité femmes-hommes, à la santé et la sécurité au travail et au devoir de vigilance des entreprises* ».

Elle s'inquiète également de voir que cette force politique en emmène d'autres sur son terrain : « *Le centre droit s'allie à l'extrême droite, c'est une honte !* » Et elle craint déjà la possible mise en place, avec l'aide de cette coalition, d'un « *28e régime* » (qui s'ajouterait aux régimes des 27 États membres) voulu par la Commission européenne, qui « *permettra aux employeurs de créer une entreprise en quarante-huit heures, en contournant toutes les législations nationales sur le travail et en mettant en place une rémunération en actions* ».

En Inde, le Premier ministre Narendra Modi se livre à des « *attaques contre le salaire minimal, la protection sociale, le temps de travail* », confie Gautam Mody, et réprime, jusqu'à les emprisonner, les travailleurs qui luttent pour de meilleurs salaires.

Le meeting sur « L'Internationale ouvrière contre l'extrême droite » s'est penché sur les raisons de cette montée en puissance.

« *La crise de 2008 a fortement contribué à la recrudescence de l'extrême droite, avec des milliers de jeunes à la rue, l'explosion du chômage...* » constate Antonio Lisboa, du syndicat brésilien CUT. Au Cameroun, « *le salaire minimum est de moins de 100 euros* », rapporte Céline Amana (CSP).

En Italie, « *la Première ministre [Giorgia Meloni, NDLR] provient d'un groupe fasciste que le peuple a choisi* » dans les urnes, rappelle Maurizio Landini (CGIL). Il y voit notamment le résultat d'une « *séparation et d'une fracture entre le monde politique et celui du travail* », qui alimente à la fois le vote d'extrême droite et l'abstention. « *La montée de l'extrême droite et de la droite en général est également le résultat des erreurs de la gauche* », souligne-t-il.

Constat semblable chez Magdalena Chojnowska : « *La société polonaise est fragmentée et*

divisée. » « *La démocratie est vulnérable quand le pouvoir cesse d'entendre les citoyens* », acquiesce Yuri Samoïlov. « *La précarité grandissante et une perception d'insécurité font de l'immigration un bouc émissaire* », constate de son côté Christina Fabiacen.

« S'attaquer à la financiarisation »

Au-delà des dangers, le meeting avait évidemment pour objectif de tracer des perspectives. « *Il ne peut y avoir d'égalité au travail sans égalité dans la société* », insiste Magdalena Chojnowska.

« *L'extrême droite est la pire ennemie des classes laborieuses. Il faut s'attaquer aux maux du capitalisme, en particulier la financiarisation* », poursuit Antonio Lisboa, du syndicat brésilien CUT. « *La grève est notre principal outil* », rappelle Christina Fabiacen, pour qui la contradiction à l'extrême droite doit être apportée « *sur le lieu de travail* », l'entreprise étant « *l'espace idéal pour faire passer des idées* ».

Il convient aussi, pour elle, de « *dénoncer tous les propos* » relevant des idées d'extrême droite, y compris ceux prononcés sous couvert de « *blagues* ». « *Il faut des propositions claires, qui mobilisent largement, les jeunes, les femmes...* » note Antonio Lisboa. « *La semaine dernière, la Chambre des députés a voté une loi du président Lula, qui fait passer la semaine de travail de 44 à 42 heures et qui instaure deux jours de repos* », confie le syndicaliste brésilien.

Pour arriver à ce résultat, le monde syndical avait une « *stratégie claire* », se félicite-t-il, basée notamment sur « *des alliances avec des universitaires* ».

« *Nous devons participer de plain-pied à la vie politique* », confirme l'espagnol Pepe Alvarez (UGT). « *Nous devons traiter les migrants avec dignité* », enchaîne-t-il, se félicitant des « *500 000 à 800 000 régularisations de sans-papiers* », décidées par le gouvernement espagnol.

Nick Allen revient, lui, sur le soulèvement à Minneapolis, cette ville de 700 000 habitants où « *trois mille agents masqués [de la milice anti-immigration ICE] ont procédé à des rafles partout dans la ville, les écoles, les hôpitaux...* » et qui ont tué deux personnes.

En réponse, « *une coalition a, au départ, été formée par quelques syndicats, dont le mien, raconte le syndicaliste américain. Cela a débouché sur une véritable révolte populaire, avec des patrouilles anti-ICE.* » Jusqu'à la grève générale, « *la première dans notre pays depuis*

1946, qui a mis la ville à l'arrêt», au point que « Trump et ICE ont dû reculer ».

Voilà « le chemin de la résistance », conclut sous des applaudissements nourris Nick Allen, qui appelle à un programme de justice sociale « *qui doit être international* ».

Le peuple quotidien spécial congrès - Ludovic Finez